

*l'Anti*capitaliste

n°753 | 8 mai 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

**LES LUTTES
DES EXPLOITÉ·E·S,
DES OPPRIMÉ·E·S
N'ONT PAS DE
FRONTIÈRES**



**NI PACIFISME
NI UNION SACRÉE**

ZOOM

Islamophobie. Toutes et tous dans la rue le 11 mai prochain!

Page 3

INTERNATIONAL

Palestine. Israël, un État paria mais protégé

Page 4

ARGUMENTS

Prisons françaises : ça craque!

Page 5

CHAMP LIBRE

L'autre 8 mai 1945 : un massacre colonial de masse en Algérie

Page 8

Édito

Circulaire Retailleau, la nationalité à la tête du client

Par AMEL

Et un cran de plus dans la machine à exclure ! Avec sa nouvelle circulaire sur la naturalisation, Bruno Retailleau poursuit sa croisade xénophobe, fidèle à une droite décomplexée qui rêve d'une République barricadée. Après avoir déjà durci les conditions de régularisation dans la circulaire Valls en janvier, il s'attaque à la naturalisation comme s'il s'agissait d'un privilège réservé à une élite triée sur le volet. Bienvenue dans la république selon Retailleau : fermée, suspicieuse, punitive. Derrière des mots feutrés « *adhésion aux valeurs* », « *exemplarité du parcours* », « *autonomie financière* » se cache une entreprise de stigmatisation. Par cette circulaire, les préfets sont sommés de jouer les douaniers du sang et de l'âme, d'enquêter sur la « *moralité républicaine* » des candidats, et surtout de les écarter au moindre faux pas. As-tu bien récité ta « *Marseillaise* » ? As-tu bossé cinq ans non-stop sans chômer ? As-tu eu l'audace de toucher une aide sociale ? Ouste ! C'est donc au nom des « *valeurs de la République* » que le locataire de la place Beauvau impose une sélection sociale et idéologique. Le niveau de français exigé est renforcé, la fameuse « *adhésion aux valeurs* » devient une grille d'évaluation politique floue. L'insertion professionnelle sur plusieurs années devient la norme, hors prestations sociales évidemment. Cinq ans était la durée qui courrait, « *un CDI sur une année ou une somme de CDD sur vingt-quatre mois* » est désormais avancé par le ministre de l'Intérieur. Dans tous les cas, le message est clair : pas de place pour les pauvres, pour les précaires, pour celles et ceux qui ne cochent pas toutes les cases du bon immigré modèle... et cela, alors que les inégalités explosent et que leurs conséquences sont plus importantes pour les personnes d'origine étrangère. C'est l'arbitraire qui triomphe. La naturalisation n'est plus une chance d'émancipation, mais un test d'endurance sociale. Derrière l'obsession du « *mérite* », c'est la haine de classe et de race qui s'exprime. Retailleau n'a qu'un objectif : faire peur, humilier, diviser. Et pendant ce temps-là, les vrais problèmes s'accumulent, la précarité flambe, les services publics s'effondrent, et l'extrême droite dicte l'agenda. Retailleau détourne l'attention en construisant l'étranger comme bouc émissaire. La circulaire Retailleau n'est pas un simple texte administratif : c'est une déclaration de guerre à l'égalité. À nous de la refuser. À nous de rappeler que la nationalité, comme la dignité, ne se mérite pas : elle se garantit.

Bien dit

L'amélioration de l'accès et de la continuité des soins pour les jeunes de la PJJ est un enjeu majeur.

Les auteurs du rapport sur les CEF (centres éducatifs fermés) daté de septembre qui n'a pas été rendu public alors que s'ouvre une commission mixte sur la proposition de Gabriel Attal de durcir la justice des mineurs, *Mediapart*, le 6 mai 2025.

À la Une

LES LUTTES DES EXPLOITÉ·E·S, DES OPPRIMÉ·E·S N'ONT PAS DE FRONTIÈRES

Ni pacifisme ni union sacrée

Le 8 mai, chaque année ou presque, est l'occasion pour les commentateurs de parler des décennies de paix qui ont suivi la capitulation et la fin des hostilités en Europe en 1945.

Il serait surprenant que cette année encore il soit question de 80 ans de paix en Europe. Depuis l'invasion à large échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le récit d'une paix durable sur notre sol semble moins souvent servir.

80 ans de paix, vraiment ?

Un récit qui omet régulièrement de parler des guerres ailleurs qu'en Europe mais dans lesquelles l'État français a un rôle : Algérie (voir page 8), Vietnam, Kanaky dans les années 1980 et en 2024, au Rwanda en 1994... Un récit qui omet les conflits en Bosnie, Croatie et Serbie dans les années 1990.

La paix, c'est certes bon pour les affaires, et sans doute qu'après l'immense catastrophe de la Seconde Guerre mondiale, les bourgeoisies européennes ont trouvé plus sage de s'entendre et de faire des affaires avec les États-Unis.

Pourtant, la paix n'est pas une option quand la limite aux profits n'existe plus, quand la limite à la course aux débouchés pour ses marchés nationaux n'existe plus. Donald Trump incarne cet appétit sans limite pour le gain, le marché et les ressources, dans toutes ses prises de position : sur le Groenland (voir page 4, l'article en ligne) ; vis-à-vis de la Chine à propos des taxes douanières ; et dans ses pourparlers avec Zelensky et Poutine. Cette escalade infernale du système capitaliste, qui conduit à l'intérieur de chaque pays les pauvres à devenir plus pauvres, et les riches toujours plus riches



DR

— au point que *le Monde* lui-même est obligé de titrer un papier du 6 mai « Inégalités : comment la France est redevenue une société d'héritiers ». Elle conduit aussi à l'échelle du monde le Nord global à exploiter le Sud global et sème les graines des conflits armés.

Un réarmement en marche

« *Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage* », disait Jean Jaurès. Alors, quoi de plus naturel pour les anticapitalistes de faire la guerre à la guerre ! D'autant que les budgets militaires augmentent, en particulier en France. De 2017 à 2024, la part consacrée aux dépenses de la défense française est passée de 32,3 milliards d'euros à environ 47 milliards d'euros. L'augmentation est de seulement 6,1% entre 2023 et 2024. En France, la part des dépenses militaires dans le PIB n'avait fait que décroître depuis 1956 (plus de 6% du PIB).

Sur un palier depuis 25 ans, les dépenses n'excédaient pas les 2%. Elles opèrent une remontée. De quoi laisser entendre que le réarmement est en marche.

Pas un sou pour la guerre

« *Pas un sou pour la guerre* », tel est le slogan qu'on a entendu le 1^{er} Mai dans certains cortèges. À l'évidence, personne dans le mouvement ouvrier ne se réjouit de l'essor des dépenses militaires. Nous dénonçons la menace que représente les armes nucléaires.

Mais de quelle guerre parle-t-on ? Des guerres entre puissances impérialistes aux conséquences en cascade en raison des alliances et des alignements ? Des guerres régionales pour des ressources comme autour du Congo, du Rwanda, ou entre le Mozambique et le Zimbabwe ? Ou encore des guerres coloniales comme en Palestine ou en Ukraine ? Comment les anticapitalistes peuvent-ils lutter contre la

guerre sans sombrer dans un pacifisme que la lutte des classes et la nécessaire solidarité internationale nous interdit ?

Oui à la résistance armée

Nous luttons aux côtés des peuples de Kanaky, de Mayotte et de Guadeloupe contre notre propre impérialisme et tous les impérialismes. Nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à résister, avec ou sans armes. Nous défendons les peuples opprimés qui luttent pour leurs droits sans renoncer à la lutte internationale des travailleurs contre les profits. Cela veut dire la nécessaire solidarité financière avec celles et ceux qui combattent pour leurs droits, organisée par le mouvement ouvrier, sans passer par les États. Pour toutes ces raisons, nous appelons à se mobiliser contre l'impérialisme et les guerres qu'il engendre, et pour les droits des peuples opprimés, pour leur droit à vivre sur leurs terres. La mobilisation contre le salon du Bourget du 16 au 22 juin sera l'occasion de rassembler toutes celles et ceux qui veulent dire Non à la guerre, mais aussi non au colonialisme. Pour notre part, nous le dirons avec force tout en reconnaissant aux peuples opprimés le droit à la résistance armée.

Il n'est pas question de se ranger derrière un impérialisme, ni d'union sacrée, pas plus qu'il n'est question de pacifisme abstrait. Il faut nous positionner clairement dans la guerre de classe internationale.

Fabienne Dolet et Manon Boltansky

1 - Tous les chiffres sont sur Statista.



Acturama

Une mobilisation incroyable du NPA pour ce 1^{er} Mai à Narbonne !

L'événement s'annonçait périlleux à bien des égards mais il s'est transformé en une merveilleuse journée d'espoir et d'humanité ! Plus de 40 organisations appelaient à se mobiliser dans ce département qui n'envoie plus à l'Assemblée que des députés du RN. Nous étions jusqu'à 8 000 en manif le matin, avant le village antifasciste plein de belles rencontres et de discussions. Nous savourons cette magnifique victoire politique ! On a même volé la Une de *l'Indépendant* au RN ! © NPA

ISLAMOPHOBIE Toutes et tous dans la rue le 11 mai prochain!

L'assassinat d'Aboubakar Cissé à La Grand-Combe, l'attaque à la machette contre la mosquée de Sucy-en-Brie, les menaces contre deux lieux de culte cette semaine, l'agression d'une femme voilée à Poissy... L'année 2025 s'enfoncé dans un climat islamophobe d'une violence insupportable.

Ces violences, loin d'être des « faits divers », sont l'expression d'un système raciste structurant, nourri par des politiques d'État, des discours médiatiques haineux, et une surenchère sécuritaire dans laquelle l'islamophobie joue un rôle central.

La résistance se met en place

Face à cette montée en puissance des attaques contre les personnes perçues comme musulmanes, la manifestation nationale du 11 mai à Paris — relayée dans plusieurs villes — représente une étape cruciale. C'est la première grande mobilisation contre l'islamophobie depuis celle de 2019. Elle doit être l'expression d'un sursaut antiraciste unitaire et populaire, et d'un refus collectif de l'acharnement que subissent chaque jour les musulmanes et celles et ceux perçus comme tels.

Une montée glaçante des agressions islamophobes

Les chiffres sont accablants. Le rapport 2024 du Collectif contre



l'islamophobie en Europe (CCIE) fait état d'une hausse de 25% des agressions islamophobes, avec 1037 cas recensés — un chiffre largement supérieur à celui du ministère de l'Intérieur

(173). Parmi ces actes : interdiction d'accès à l'emploi ou à l'éducation pour port de voile ; refus de soins ; agressions physiques ou verbales. Les femmes restent les premières cibles :

elles représentent 76% des victimes, exposées à une violence sexiste et raciste. Mais les attaques contre les hommes musulmans augmentent aussi, en criminalisant ces derniers, atteignant 24% des cas. Ce sont les personnes racisées, visibles, qui sont visées, dans une logique de contrôle, d'humiliation, de répression.

Comment agir?

Dans ce contexte, la marche du 11 mai est une réponse politique vitale. Elle a été impulsée par des collectifs militants racisés, sa réussite dépend de notre capacité collective à élargir l'espace antiraciste, au-delà des cadres partisans et des clivages tactiques. La marche du 11 mai ne suffira évidemment pas. Nous devons construire des cadres pérennes de lutte contre l'islamophobie, en lien avec les concernés, mais aussi avec l'ensemble des forces politiques et sociales prêtes à agir. Nous ne pouvons pas laisser l'islamophobie être une variable d'ajustement du consensus républicain. Nous luttons pour l'abrogation des lois racistes, comme celle de 2004 interdisant le voile à l'école, pour la fin de l'état d'urgence permanent, et pour l'égalité réelle, sans conditions, pour toutes et tous. Face à la violence d'État et à la haine raciste, notre solidarité est notre force. Le 11 mai, soyons des milliers dans la rue pour le dire « Stop à l'islamophobie! »

La commission nationale antiracisme

No comment

La bande de Gaza serait totalement détruite

BEZALEL SMOTRICH, ministre des Finances israélien d'extrême droite, lors d'un colloque dans la colonie israélienne d'Ofra, en Cisjordanie, le 6 mai 2025.

Agenda

Samedi 10 mai, Village antifasciste devant le Panthéon, Paris. À partir de 11h, place du Panthéon.

Samedi 10 mai, marche unitaire pour la Kanaky, Paris. À 14h, 12, avenue de la Porte de Charenton, métro Porte de Charenton (ligne 8).

Dimanche 11 mai, manifestations contre l'islamophobie.

Lundi 12 mai, réunion publique du NPA avec Ugo Palheta « Contre Le Pen-Bardella et l'internationale néofasciste, quelle riposte? », Paris 18^e. À 19h30, à La Terrasse, 73, rue Marcadet. Métro Marcadet.

Samedi 17 mai, Résistance festive du Collectif contre les idées d'extrême droite, Limoges (87). De 14h à minuit, à la Maison du Temps libre.

Samedi 17 mai, 2^e édition des Quatre heures pour la Palestine, Les Mureaux (78). De 14h à 18h, salle Molière, 101, rue Molière. Entrée libre.

Lundi 19 mai, soirée-débat du Centre d'études marxistes « Marxisme et écologie » avec Daniel Tanuro, Paris. À 19h, au Maltais Rouge, 40 rue de Malte, métro Oberkampf.

Mercredi 21 mai, réunion-débat du NPA « Patrons, patrie, patriarcat, mêmes racines, même combat » avec Aurore Koechlin, Saint-Nazaire (44). À 19h, à L'Agora, 2, bis avenue Albert de Mun, 44600 Saint-Nazaire.

Samedi 24 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris. Rendez-vous à partir de 10h, place des Fêtes dans le 19^e, puis départ de la manifestation à 14h30 en direction du cimetière du Père-Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20^e.

Samedi 14 juin, Fête anticapitaliste du NPA Charente, La Faye (16). À partir de 14h, salle polyvalente de La Faye. Table ronde, projection, meeting, buffet, musique, expos... Entrée 2€, gratuit pour les enfants, repas prix libre.

Samedi 21 juin, Deuxième rencontre nationale du réseau des collectifs locaux du NFP, Paris. De 9h30 à 17h, à la Bourse du travail (salle Hénaff), 29, boulevard du Temple, métro République.

ARCELORMITTAL Socialisation/nationalisation démocratique pour lancer la rupture écologique

ArcelorMittal annonce 636 suppressions de postes sur 7 sites français dont Dunkerque/Grande-Synthe (295) et Florange (194). La colère gronde. « La nationalisation est sur toutes les lèvres », rapporte « le Républicain lorrain » du 2 mai en Une.

Ce qui est annoncé, ce sont des licenciements secs : délocalisation d'activités « support » vers l'Inde pour Florange, coupes directes dans la production pour Dunkerque. Mais tout cela rappelle furieusement 2013 et l'arrêt du haut-fourneau à Florange/Sérémange et Gandrange auparavant. Et remet aussi en mémoire le fiasco politique de la « loi Florange » du trio Hollande-Ayrault-Montebourg, emblématique du calamiteux quinquennat Hollande.

L'heure n'est plus aux demi-mesures

On a vu le vide de la formule « nationalisation partielle et temporaire », le vide de la « loi Florange » de 2014 qui n'a été d'aucun secours lors de la lutte de Philippe Poutou et de ses camarades à Ford-Blanquefort! Ce brassage de vent qui masquait très mal la totale soumission aux dogmes du capitalisme a eu des conséquences politiques terribles avec la montée du RN dans ces régions frappées par la désindustrialisation. Montebourg parlait de « capitalisme coopératif »!

Oui, nationalisation/socialisation démocratique! Et sans indemnisation!

ArcelorMittal est leader mondial et veut le rester. L'entreprise a grassement rémunéré ses actionnaires. L'entreprise a touché 400 millions d'aides publiques en France pour, notamment, décarboner ses productions. La pollution massive continue pourtant. Et ils licencient! Il est alors urgent de socialiser cette entreprise, de l'arracher à la soif de

profits et à l'irresponsabilité des actionnaires. À nous salariéEs, à nous consommateurEs des produits finaux, à nous citoyenNEs de décider!

À l'heure des crises écologiques, le statu quo dans les productions serait irresponsable!

Faut-il le rappeler en ce début de printemps très chaud, après une année 2024 de chaleur record, la réduction des émissions de gaz à effet de serre est un impératif. Or, la production d'acier est très émettrice. La construction et l'automobile sont les deux premiers consommateurs d'acier. L'exigence de la nationalisation / socialisation de la production d'acier se situe dans cette contrainte écologique. Il est urgent d'imposer l'utilisation des meilleures technologies disponibles pour produire le moins de CO₂ possible et le recyclage de l'acier, mais il est aussi impératif de réduire significativement la production de biens matériels et les transports.

Construire léger, plutôt rénover que construire, sortir du tout-auto, mobilités douces...

Voilà les urgences. La construction représente 23% des émissions de GES. Il y aura encore besoin d'acier, mais il faudra déterminer démocratiquement au plus juste. Et réorienter les constructions avec ces impératifs : avec moins de ciment (production très polluante) construire avec le bois, le chanvre, la paille, le liège... Dans les transports, priorité absolue



Florange. WIKIMEDIA COMMONS

aux transports en commun (gratuits bien sûr), réelle promotion de l'usage et de la production de vélos, dans les quartiers populaires aussi! Et toute cette politique, nous la plaçons sous le signe de principes aux conséquences très concrètes : la sobriété, la lutte contre le consumérisme si aliénant, contre l'obsolescence programmée, pour la réparation...

Moratoire sur les licenciements? Continuité du salaire/interdiction des licenciements?

Eh bien, discutons-en! Sophie Binet de la CGT avance la revendication d'un moratoire. Le NPA-L'Anticapitaliste avance l'objectif de l'interdiction des licenciements : les salariéEs ne sont pas des kleenex jetables! L'interdiction des licenciements, c'est le rejet définitif d'une institution centrale du capitalisme, le marché de l'emploi. Cette interdiction est pour nous inséparable du maintien intégral du salaire, sans dégressivité. Inséparable aussi du maintien des collectifs de travail pour assurer la cohérence des réorganisations écologiques si urgentes. Cet objectif devient alors un moyen...

Commission nationale écologie

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



RDC La paix sous le sceau du business

L'option de la paix entre la RDC et le Rwanda devient désormais plausible bien que semée d'embûches.

Cela se révèle cependant désavantageux pour Kinshasa.

Depuis 2021, le Rwanda avait activé et soutenu en armes et en hommes la milice M23. Elle avait réussi à s'emparer d'une grande partie des territoires de la région est de la RDC, notamment les deux capitales régionales Goma et Bukavu. Les structures africaines à travers les médiations de Nairobi, Luanda puis de Dar es Salam s'étaient avérées vaines.

L'implication des USA

À la surprise générale, le Qatar avait réussi à réunir en tête-à-tête les présidents de RDC et du Rwanda, Félix Tshisekedi et Paul Kagamé. Quelques semaines plus tard, les deux ministres des Affaires étrangères des pays belligérants, sous la coupe de Marco Rubio, secrétaire d'État, signaient à Washington une déclaration de principe. Celle-ci reconnaît le « respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque État et le principe de non-ingérence dans les affaires internes de l'autre État. » Les deux pays s'engagent aussi à la « cessation de tout soutien aux groupes armés. » Cela fait référence à l'appui du Rwanda au M23 mais aussi aux liens entre les forces armées de la RDC avec les FDLR (forces démocratiques de libération du Rwanda), un groupe fondé par les génocidaires hutu. Tous ces engagements avaient déjà été pris lors des précédentes rencontres organisées par la diplomatie africaine, ce qui est nouveau c'est la partie économique.

Main basse sur les minerais

Faute d'avoir réussi à trouver un soutien militaire des pays africains, Tshisekedi s'était tourné vers les États-Unis en proposant un deal, l'accès aux minerais congolais en échange de la protection des USA. Trump s'était montré intéressé et avait envoyé son émissaire spécial Massad Boulos pour entamer des discussions. Quant à Paul Kagamé, il mettait à disposition son pays pour accueillir les personnes expulsées des USA. Une proposition analogue qu'il avait déjà faite à l'ancien gouvernement conservateur de Grande-Bretagne. En signe de bonnes intentions, le M23 s'était retiré de la ville de Wakilake près de la mine d'étain exploitée par Alphamin, une entreprise étatsunienne. Dans l'accord de principe est acté le « soutien à l'intégration économique régionale, notamment par la transparence dans les chaînes d'approvisionnement des minerais critiques ». De plus, Trump a promis des investissements massifs privés et publics dans la région.

De nombreux obstacles

Cet accord n'est pas forcément à l'avantage de la RDC car dans la chaîne de valeurs, le pays risque d'être cantonné à une réserve de minerais extraite par des entreprises des USA, et le Rwanda assurerait la fonction logistique de l'exportation. Mais la situation s'avère complexe. Le M23 qui contrôle de larges pans de la région du Kivu a comme principal souci la garantie pour la communauté tutsi de leur propriété foncière. Les négociations entre Kinshasa et le groupe armé achoppent, car ce dernier exige son intégration dans l'armée et surtout dans les institutions. Dans les faits, la région du Kivu serait économiquement intégrée au Rwanda et politiquement gérée par le M23. Les entreprises chinoises contrôlent la grande majorité du secteur minier en RDC, ce qui implique pour les USA un travail de prospection long et coûteux et de s'installer dans des territoires contrôlés par les nombreuses milices existantes. Enfin, pas sûr que l'autre pays voisin, l'Ouganda, voit d'un très bon œil cet accord qui le marginalise. Il pourrait être tenté à son tour de soutenir des groupes armés.

Paul Martial

ÉTATS-UNIS Le 1^{er} Mai en Amérique, est-ce parti pour durer ?

Le 1^{er} Mai n'est pas un jour férié aux États-Unis. Dans la plupart des États et des villes, il n'est pas célébré.

Dans certains endroits, dans les écoles ou les parcs publics, les gens installent un mât et dansent autour pour célébrer l'arrivée du printemps. C'est ce que nous faisons dans mon école primaire de Chicago lorsque j'étais enfant. La fête du travail officielle aux États-Unis, qui est une fête nationale, est célébrée le premier lundi de septembre et marque la fin de l'été et le retour des élèves à l'école. Mais peut-être que cette année les choses ont enfin changé.

Une manifestation de la classe ouvrière

En ce 1^{er} Mai, fête internationale du travail, des centaines de milliers d'AméricainEs ont rejoint des dizaines de rassemblements et de marches dans les 50 États pour protester contre les 100 premiers jours dévastateurs du président Donald Trump. Ils ont protesté contre la fermeture des services gouvernementaux, le licenciement de centaines de milliers de travailleurEs, la fin des programmes alimentaires pour les enfants, les handicapéEs et les personnes âgées, les coupes dans les soins de santé, les expulsions illégales d'immigrantEs, les tarifs douaniers et les guerres commerciales, ainsi que les nombreuses autres mesures terribles prises par Trump.

Il s'agit de la dernière d'une série de manifestations natio-



DR

nales contre Trump, et celle-ci avait un caractère différent. Lorsque j'ai rejoint la manifestation à New York, de nombreux syndicats étaient présents : le Transportation Workers Union qui gère les métros de la ville, deux syndicats du commerce (le Retail, Wholesale, Department Store Union et le United Food and Commercial Workers Union), les travailleurEs des communications (Communication Workers), un syndicat universitaire (le Professional Staff Council of the City University), et d'autres encore. La présence des syndicats signifiait qu'il y avait plus de NoirEs et de LatinEs dans cette manifestation que dans les précédentes. La manifestation a donc pris une tournure différente, celle de la classe ouvrière.

Haymarket Square

Les syndicats défilant le 1^{er} Mai sont rares aux États-Unis et, dans la plupart des cas, relativement

nouveaux. En 1882, les syndicats new-yorkais qui luttèrent pour la journée de 8 heures ont organisé une manifestation pour la fête du travail en septembre. Ensuite, la fédération nationale des syndicats a appelé à des grèves en mai pour obtenir la journée de huit heures. Le 1^{er} mai 1886, les anarchistes allemands de Chicago organisent des grèves prolongées et des manifestations en faveur de la journée de 8 heures, mais le 3 mai, la police attaque un rassemblement ; il y a deux morts et des blessés. Le lendemain, un nouveau rassemblement de protestation a lieu à Haymarket Square, mais il est également attaqué par la police tandis qu'une bombe éclate. Huit « radicaux » ont été arrêtés, jugés et condamnés pour l'attentat à la bombe, et quatre d'entre eux ont été pendus. Pour honorer les martyrs de Chicago, la Conférence socialiste internationale de 1889 a adopté le 1^{er} Mai comme fête internationale des travailleurEs.

PALESTINE Israël, un État paria mais protégé

La semaine dernière, la Cour internationale de Justice (CIJ) auditionnait plusieurs pays sur le cas du génocide à Gaza. Le 19 décembre dernier, à l'initiative de la Norvège, l'Assemblée générale de l'ONU a saisi la CIJ pour un avis sur les obligations d'Israël envers l'ONU, notamment l'UNRWA, dans le territoire palestinien occupé.

La CIJ a donc accepté d'écouter une fois de plus les arguments sur sa juridiction à propos du blocus alimentaire à Gaza par Israël depuis le 7 octobre 2023, renforcé depuis le 2 mars 2025. À propos également de la loi israélienne d'interdire l'UNRWA, la mission de l'ONU qui vient en aide aux réfugiés palestiniens dans les pays limitrophes et dans les territoires occupés, dont Gaza. Cet organisme est indispensable pour la survie de millions de personnes. Les auditions ont vu se succéder 39 pays, dont 3 en défense directe d'Israël. Sans surprise, il s'agit des États-Unis, de l'Allemagne et de la Hongrie, ainsi que 4 organisations non gouvernementales.

Des auditions et un droit international pour la galerie ?

Ces auditions ont donc martelé ce qui est de plus en plus évident pour toute la planète : Israël commet des violations graves et répétées du droit international en bloquant l'accès à l'eau, l'électricité et l'aide alimentaire et en interdisant, en menaçant et en assassinant régulièrement les personnels chargés de dispenser ces aides. De nombreux pays ont ainsi défendu le droit international, laissant souvent l'impression d'assister au bal des hypocrites. La France et l'Angleterre sont intervenues pour ne pas condamner Israël mais pour redonner l'accès à l'aide humanitaire ! De manière assez ironique, la Russie est également venue défendre le droit international...

Que retenir de ces auditions ? Hormis ce que l'on sait déjà : Israël est coupable de crimes

de guerre, de génocide, d'apartheid et de nettoyage ethnique ; les pays du Nord, malgré quelques larmes de crocodile, ont abandonné le droit international au profit d'un soutien à Israël ; le leadership de la défense du droit international incombe maintenant aux pays du Sud. Sans illusion, par ailleurs, dans le droit international, même si celui-ci sert de point d'appui pour la légitimité de l'action contre Israël.

La situation est catastrophique sur le plan humanitaire, et l'on n'en voit pas le bout. Il s'agit de la plus longue période sans aucune aide du tout. L'évolution à venir est encore plus inquiétante. Le cabinet de guerre israélien a approuvé dimanche 4 mai à l'unanimité l'extension de la guerre génocidaire contre Gaza, extension qui inclurait notamment des plans d'occupation de l'enclave indéfiniment. L'autorisation du cabinet fait suite à la déclaration de Benjamin Netanyahu, pour qui l'objectif premier de la guerre était de « vaincre le Hamas ». La libération des prisonnierEs israélienEs reste en fait un but secondaire.

Des plans qui font froid dans le dos

Il y a trois semaines, plusieurs médias israéliens ont révélé des plans visant à diviser la bande de Gaza en cinq zones qui seront des zones militaires permanentes. Ces plans n'ont pour l'instant pas été approuvés par le cabinet. Mais il est clair qu'une extension des opérations conduit à reproduire la stratégie d'Israël à Rafah pour l'ensemble de la bande de Gaza. À Rafah, les forces israéliennes ont réduit

la ville à des ruines, forçant toutEs les PalestinienEs à la quitter. Avec ce précédent à l'esprit, un nouveau plan ne peut être compris que comme la prochaine étape des plans d'Israël visant à nettoyer ethniquement tous les PalestinienEs de Gaza. Des plans qui consistent à éliminer toutes les infrastructures civiles, afin de rendre le territoire incapable de soutenir une quelconque vie, de rendre la vie impossible aux PalestinienEs et de présenter leur transfert hors de Gaza comme « volontaire ». D'ailleurs, l'armée israélienne a également annoncé qu'elle intégrerait Rafah dans sa nouvelle zone tampon militarisée élargie.

Ces annonces ont eu lieu dans le silence des « démocraties occidentales ». Un silence qui montre que ce génocide n'a pas lieu du seul fait d'Israël.

Édouard Soulier

À lire sur le site



Communiqué d'Anticapitalistas à propos de la panne sur le réseau électrique



Communiqué du Bloco de Esquerda au Portugal sur la panne du 28 avril



Allemagne: Le gouvernement Merz-Klingbeil ou le trumpisme light



Défendre l'indépendance du Groenland, le peuple et la nature groenlandais



PRISONS FRANÇAISES: ÇA CRAQUE!

Les récentes et spectaculaires attaques visant les établissements pénitentiaires ont brièvement remis dans l'actualité la question carcérale. À force de mettre plein feu sous la cocotte-minute, elle explose. Qui en est surpris? La faute en incombe à la politique pénale et carcérale de ce gouvernement et des précédents. Avec pour seule réponse le retour des prisons de haute sécurité pour les «narcotrafiquants» d'un côté, le plan de construction de places en préfabriqués et la contribution des détenus aux frais dus à leur propre incarcération de l'autre. Deux faces d'une même politique répressive et également raciste, dont le traitement des détenus en Kanaky-Nouvelle-Calédonie est un exemple frappant.

PRISONS: «Une humiliation pour la République»

En l'an 2000, une commission d'enquête du Sénat sur les prisons constatait l'état déplorable du système pénitentiaire en France. Son rapport, intitulé «Prisons: une humiliation pour la République» en pointait les causes: l'augmentation continue de la population carcérale et les conséquences de l'abandon des prisonniers par la société et l'État — conditions de détention indignes, surpopulation carcérale, déficit d'accès aux soins, maltraitance des malades psychiatriques et des usagers de drogues illicites, manque de moyens pour la réinsertion, etc.

Augmentation de la population carcérale

25 ans plus tard la situation ne s'est pas améliorée, bien au contraire. Les causes sont identiques: l'augmentation continue de la répression judiciaire fait exploser mois après mois, année après année, les records du nombre de personnes détenues. Le dernier bilan mensuel du ministère de la Justice au 1^{er} avril 2025 fait état de 81 600 personnes détenues, pour 62 000 places, soit une augmentation de 2,8% depuis janvier.

Les conséquences sont les mêmes: surpopulation dans les maisons d'arrêt dont une quinzaine dépassent les 200% de taux d'occupation, plus de 4 500 détenus qui dorment sur des matelas par terre, des cellules de 9 m² occupées par deux, trois voire quatre personnes, alors que l'encellulement individuel est censé être la règle en France depuis 1875, les heures de promenade réduites à une ou deux par jour, peu d'accès au travail ou aux activités de réinsertion. 157 détenus se sont suicidés en 2023.

Du côté de l'administration pénitentiaire, c'est le naufrage. Les



Le dernier bilan mensuel du ministère de la Justice au 1^{er} avril 2025 fait état de 81 600 personnes détenues, pour 62 000 places, soit une augmentation de 2,8% depuis janvier

conditions dégradées engendrent un absentéisme chronique chez les surveillants, sans parler des burn out, de l'addiction à l'alcool, des dépressions, des suicides (20% plus nombreux que dans la population générale), des affaires de corruption qui se multiplient, des difficultés de recruter pour des métiers mal considérés, et pour cause.

«Torture blanche» pour les uns

Face à cette situation catastrophique, la réponse de Darmanin est très politique. Engagé dans une concurrence avec Retailleau pour être celui qui réussira à appliquer au mieux la politique réclamée par l'extrême droite, il fait œuvre d'une démagogie sans faille et pleine d'imagination, avec prison de haute sécurité

d'un côté et dégradation assumée des conditions de détention classiques de l'autre.

À la suite de l'évasion sanglante de Mohamed Amra en 2024 au péage d'Incarville, une vaste campagne de panique morale s'est déployée sur le thème du narcotrafic, avec pour conséquence concrète la transformation de plusieurs établissements en «prisons de haute sécurité». Généralisation de la visioconférence, fouilles systématiques après les parloirs, qui ne se feront que par hygiaphone, suppression de l'accès aux unités de vie familiale, c'est à un régime d'isolement permanent que vont être confrontés les détenus. Une «torture blanche» dont les conséquences psychiques et sociales sont bien identifiées pour les quelque 800 détenus

déjà à l'isolement dans les prisons classiques.

Préfabriqués pour les autres

Pour tous les autres, Darmanin multiplie les annonces démagogiques pour satisfaire l'électorat le plus réactionnaire, et les organisations syndicales de la pénitentiaire, proches du RN: en février il proclame la suspension des activités socio-culturelles en détention, avant de rétro-pédaler, en expliquant qu'il vise les activités «ludiques ou provocantes». Ceci alors que les activités, accès à l'enseignement, à la formation, sport et activités socioculturelles, sont une obligation légale.

Le 13 avril, nouveau coup d'éclat pour réduire la surpopulation, plutôt que d'infléchir la politique pénale et de favoriser les alternatives à l'incarcération, il donne un coup d'accélérateur à la construction de 3 000 nouvelles places... en préfabriqués. On n'ose imaginer les conditions de vie dans ces «infrastructures modulaires» lors des épisodes de canicule ou de grand froid. Et enfin le 26 avril, invité du 20 h de TF1, il annonce vouloir faire payer aux détenus des frais d'incarcération, via une contribution forfaitaire obligatoire. Comme le dit l'OIP (Observatoire international des prisons), une «idée qui est aussi simple que brutale et consternante, tant ses auteurs semblent tout ignorer des parcours de vie des personnes détenues, principalement marqués du sceau de la précarité.»

Une autre politique est possible et nécessaire, avec des mesures d'urgence concernant les alternatives à l'incarcération, et un débat nécessaire à gauche, sur la question de l'abolition de la prison.

Alex Bachman

KANAKY-NOUVELLE-CALÉDONIE: Une colonie pénitentiaire!

Le transfèrement des 7 dirigeantEs de la CCAT, parmi lesquels le président du FLNKS Christian Tein, a été largement documenté parmi les réseaux de soutien à la lutte du peuple kanak.

Déportation moderne!

Dans le même temps, beaucoup plus discrètement, plusieurs dizaines de détenus «ordinaires» ont été déplacés de la prison de Nouméa, Camp-Est, vers des établissements pénitentiaires de l'hexagone, au travers de procédures opaques, souvent dans la précipitation, sans que soient prévenues leurs familles ni même parfois leurs avocatEs! À certains, l'on a fait signer un papier la veille de leur départ, et ils se sont trouvés menottés durant 24 h d'un très long trajet vers les prisons françaises!

La prison néo-calédonienne au bord de l'implosion

La surpopulation carcérale sévit partout sur le territoire national, y compris au sein des confettis de l'empire colonial... mais en pire! Ainsi, la prison de Nouméa, héritière de l'ancien bagne, est-elle en permanence au bord de la catastrophe. La surpopulation y est dramatique: «les taux d'occupation s'établissaient en décembre (2024) à 157,1% au quartier maison d'arrêt (QMA) et 148,5% au quartier centre de détention (QCD) — soit respectivement 308 prisonniers pour 196 places opérationnelles et 288 pour 194 places, et 173 matelas au sol»¹.

Les conditions y sont reconnues indignes, par l'OIP (Observatoire international des prisons) mais aussi par Dupont-Moretti, et Camp-Est est «tristement connu pour être le seul à héberger, depuis 2013, une partie de sa population pénale dans des containers maritimes, annexés aux bâtiments d'un ancien bagne ouvert en 1864»². En juillet 2013, des mutineries ont d'ailleurs éclaté pour protester contre cette situation, des cellules ont été incendiées. Cela a contribué à affaiblir Camp-Est. Les événements politiques du printemps 2024 ont accentué la crise, provoquant à la fois un afflux de prisonniers et une sorte de panique de la part des autorités qui ont craint la contagion politique.

Un problème structurel de l'État colonial, raciste et répressif

En Kanaky se combinent les ingrédients classiques de la politique pénale de la France — condamnations plus nombreuses, peines plus longues, surenchère sécuritaire — et des éléments spécifiques aux territoires ultramarins. Ce sont les pauvres que l'on condamne et que l'on enferme, mais ici on le fait 2,5 fois plus que dans l'hexagone, du fait d'une sévérité plus grande.

Ce sont les pauvres que l'on condamne et que l'on enferme, mais en Kanaky on le fait 2,5 fois plus que dans l'hexagone

Ce sont les personnes racisées qui sont le plus enfermées, mais ici c'est spectaculaire: alors qu'ils représentent 41% de la population totale, les Kanak forment 90% des détenus! Dans le même temps, «une seule magistrat d'origine kanak exerce — à titre temporaire — en Nouvelle-Calédonie. Le barreau de Nouméa, quant à lui, ne compte que deux avocatEs kanak»³. L'ordre colonial règne en Kanaky, pas la justice!

Anna Ralebolle

1 — <https://blogs.mediapart.fr/observatoire-international-des-prisons-section-francaise/blog/070425/camp-est-toujours-la-honte-de-la-republique>
2 — *Ibid.*
3 — <https://oip.org/analyse/nouvelle-caledonie-quatre-vingt-dix-pour-cent-de-prisonniers-kanaks/>



ALLIER Lithium... Non merci!

C'est sans aucun doute le slogan qui résonnait dans les têtes des 150 participantEs à la première réunion publique organisée par le Collectif contre l'extractivisme 03-63 le 17 avril à Montluçon.

Retour sur un grand projet inutile : la multinationale Imerys prévoit d'exploiter sur la commune d'Échassières dans l'Allier une ancienne mine de kaolin pour en faire la première mine de lithium (composant des batteries de véhicules électriques) en France. Cela reviendrait à créer des galeries d'extraction à plus de 400 mètres sous terre et un site de concassage souterrain.

Extractivisme et pollution

À une quinzaine de kilomètres de là, à Saint-Bonnet-de-Rochefort, Imerys entend bâtir une usine sur 15 hectares qui servirait au chargement de minerai, minerai ensuite asséché pour être transporté par rail dans une usine de conversion, c'est-à-dire un site métallurgique de 30 hectares près de Montluçon, transformant le concentré de lithium en hydroxyde de lithium pour alimenter essentiellement les batteries de véhicules de type SUV!

Divers réactifs chimiques, principalement de l'acide sulfurique, seraient utilisés auxquels s'ajoutera le stockage de deux millions de tonnes de déchets miniers par an ainsi qu'un réseau de canalisations souterraines et une ligne haute tension de 63 000 volts.

Imerys entend produire, à partir de 2028, le lithium nécessaire pour équiper 700 000 batteries de véhicules électriques. Initialement prévue pour être exploitée pendant 25 ans, la durée d'exploitation pourrait passer à 50 ans.

Un projet inutile

Il va sans dire que ce projet, s'il devait être mené à terme, constituerait une véritable catastrophe écologique pour les territoires autour de la mine et un réel danger pour la population de Montluçon et des communes avoisinantes.

Qu'importe les besoins de la population, les conséquences pour l'environnement, le niveau d'emploi et de leur qualité, les conditions de travail, l'impact pour les populations environnantes, et pas seulement celles autour de la mine mais bien celles des 3 sites concernés, les conditions de sécurité pour ces populations et pour les salariéEs qui seraient éventuellement amenés à y travailler... la mine doit se faire! L'argument de l'emploi dans le bassin de Montluçon — fortement touché par les fermetures d'usines et de commerces, par un taux de pauvreté qui touche 25% de la population — est l'argument ultime développé par le maire LR, soutien du candidat RN aux législatives, dont la politique clientéliste laisse dans le plus grand dénuement les quartiers populaires de la ville!

Ni ici ni ailleurs

Lors de la réunion publique, durant plus de deux heures, le débat a essentiellement porté sur les moyens de s'opposer à cette mine en réaffirmant que « la mine, c'est ni ici ni ailleurs! » Ce n'est pas en ouvrant une mine dans l'Allier qu'on en fermera une dans un pays où les conditions d'exploitation sont encore plus désastreuses. Le collectif dont est membre le NPA-A de l'Allier a maintenant la responsabilité de conjuguer explication et mobilisation!

CorrespondantEs

LITHIUM: LE RETOUR DE LA MINE EN FRANCE



ÉDUCATION École privée: l'équité et la nationalisation

Le tribunal administratif de Lille vient d'annuler, sur le fond, la suspension du contrat d'association du lycée Averroès à Lille. Le ministère va faire appel de ce jugement. Retour sur le traitement islamophobe dont est victime Averroès.

L'école privée est principalement régie, dans son rapport à l'État, par la loi Debré de 1959. Cette loi instaure la prise en charge des frais de fonctionnement, notamment le salaire des enseignantEs, en échange du respect des programmes. L'école privée sous contrat représente un peu plus de 97% du privé et scolarise entre 17% et 18% des élèves en France. Elle est gérée à plus de 95% par l'enseignement catholique. Sur les 7 500 établissements, seuls 11 sont musulmans.

«L'affaire» Averroès?

Le lycée Averroès avait quelques particularités. Alors que le privé scolarise 3 fois moins d'élèves boursierEs que le public (11% contre 29%), cet établissement en comporte près de 60% tout en obtenant un taux de réussite au bac de 100% en 2022: une gageure quand on connaît le poids des déterminismes sociaux dans l'échec scolaire. Ce qui donne à cet établissement une identité très différente des autres établissements privés qui sont, eux, des acteurs profonds de la ségrégation scolaire et de l'entre-soi social.



Centre scolaire La Favorite à Lyon. WIKIMEDIA COMMONS

C'est lors d'un contrôle que des manquements réels ont été constatés concernant un ouvrage utilisé lors des cours d'éthique (enseignement religieux non obligatoire). Ce recueil de texte religieux légitimait la ségrégation des sexes ou la peine de mort pour apostasie.

Un deux poids deux mesures révélateur d'une islamophobie d'État

Malgré une mixité sociale et des résultats aux examens exemplaires, Averroès a subi

19 contrôles entre 2017 et 2023. Un contrôle ciblé et disproportionné en comparaison des contrôles en général. Sur l'ensemble du territoire, ce sont ainsi seulement 5 établissements privés qui ont été contrôlés en 2023.

À titre d'exemple, Bétharram n'a fait l'objet que d'un maigre contrôle en 1996, alors que toute la région était au courant de ce qui se passait dans cet établissement. Et Stanislas, où nombre de faits étaient connus, une seule fois en 2023.

Quant à la sanction de décontractualisation, c'est seulement la deuxième fois depuis 1959 qu'elle est prononcée. Là encore, malgré des infractions documentées et bien plus importantes en nombre, comme l'atteinte à la liberté de conscience par l'obligation de l'enseignement religieux normalement facultatif ou le non-respect des programmes, Stanislas n'a pas vu son contrat rompu ni même ses financements suspendus. Une telle différence est révélatrice d'un traitement spécifique, par les services de l'État, d'Averroès en raison de son identité musulmane.

Pour l'équité et la disparition du privé

Le gouvernement tente, une fois encore, d'instrumentaliser la laïcité pour masquer ses propres failles et ne pas parler des questions de l'école privée de façon large et politique. Les militantes et militants de l'école publique et laïque ne doivent pas se laisser bernier: la finalité de cette « affaire » n'est pas de protéger la jeunesse d'un prétendu islamisme mais une attaque qui sert un agenda politique à la fois protecteur de l'enseignement privé, un enseignement de classe, et islamophobe.

Nous ne pouvons que nous réjouir d'une décision qui va dans le sens de l'équité. Et continuer, car c'est là le vrai enjeu, à réclamer la nationalisation de toutes les écoles privées.

Commission éducation nationale



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE Dissolution d'Urgence Palestine: nous ne nous laisserons pas faire!

La menace de dissolution d'Urgence Palestine et de la Jeune Garde (voir article en ligne) est un défi pour tout le mouvement ouvrier démocratique. Nous avons quelques semaines pour mener une immense campagne démocratique affirmant la légitimité du combat contre le génocide en Palestine.

Le 29 avril, le ministère de l'Intérieur a annoncé son intention de dissoudre Urgence Palestine. Cela laisse 10 jours à UP pour se défendre, après quoi le conseil des ministres pourra décider la dissolution. UP pourra alors formuler un recours au tribunal administratif pour annulation de la dissolution, notamment un référé qui constitue un jugement temporaire en attendant le jugement au fond. La procédure est identique pour la Jeune Garde. Incroyable! Alors que depuis un an et demi, Urgence Palestine mobilise contre le génocide à Gaza et face aux souffrances du peuple palestinien, le gouvernement attaque cette organisation, sans raison particulière, car le militantisme d'UP n'a pas bougé d'un pouce depuis lors: il s'agit de mobiliser de façon intransigeante, notamment dans les quartiers populaires, en dénonçant le colonialisme, l'apartheid, le génocide et la complicité des puissances impérialistes.

Agenda du gouvernement et de Retailleau

Cela montre que les deux menaces de dissolution sont en réalité liées à l'agenda du gouvernement: dans le contexte de l'assassinat sauvage islamophobe d'Aboubakar, et des attaques contre le droit à porter le voile, des positionnements diplomatiques contre



l'Algérie, mais aussi des centaines de milliers de licenciements en France, du retour massif et quotidien de la mort à Gaza, il s'agit de faire taire les voix divergentes. Le ministre Retailleau veut concurrencer l'extrême droite sur le terrain répressif et raciste. Ils ont passé toutes les bornes. Si UP et la Jeune garde peuvent être interdites, qu'est-ce qui empêcherait l'interdiction du NPA-A, voire de syndicats et d'autres partis politiques?

Une campagne de soutien à Urgence Palestine se met en place, avec une pétition qui recueille des dizaines de milliers de signatures, des soutiens de tout le mouvement ouvrier et de gauche. Nous devons retourner l'attaque contre ce gouvernement: à nous de construire partout des comités de soutien à UP, de faire signer massivement la pétition, d'appeler à des rassemblements devant les préfectures, de manifester massivement le 17 mai en commémoration de la Nakba et contre la dissolution d'UP.

Antoine Larrache

À lire sur le site



À Paris, un village antifa pour lutter ensemble contre l'extrême droite



Combattre l'antisémitisme, une nécessité



À Rouen, un campement des jeunes mineurs devant la préfecture

Culture

RÉCIT *Itinéraires du refus, de Jorge Valadas*

Éditions Chandeigne & Lima, 2025, 270 pages, 21 euros.

C'est un récit qui navigue entre les années 1950 et les tumultueuses « années 68 » comme on a coutume de les appeler désormais. Celui d'une vie, celle de Jorge Valadas, alias Charles Reeve, né à Lisbonne en 1945. « Naviguer » n'est pas un verbe usurpé pour évoquer ses « itinéraires » : du Portugal et des côtes africaines aux États-Unis, en passant par Paris. Car c'est bien la marine militaire que déserta le jeune Jorge Valadas en 1967 par refus de la guerre coloniale. Peut-être pas le premier refus, puisqu'il fut précédé d'une défiance juvénile envers la religion catholique et le régime fasciste de Salazar.

L'empreinte spectrale du communisme

La forme autobiographique est ici loin de la narration tatillonne. Valadas revendique d'emblée les mots de Zweig : « *Seul ce qui se veut conserver pour nous-mêmes a quelque droit d'être conservé pour autrui* ». Au gré de ses ressouvenances, place est donc donnée à l'enfance et l'adolescence de l'auteur, à son expérience de la famille, dans un Portugal où, malgré la dictature, l'empreinte spectrale du communisme et de l'émancipation fait parfois effraction dans le quotidien. C'est la matière des cent premières pages — et de ses vingt-deux premières années — dans lesquelles se forge sa rébellion contre l'ordre du monde.

Déserteur de l'armée coloniale, clandestin et révolté donc, Jorge Valadas arrive à Paris. Il y « fait » 68 (merveilleux chapitre « *lutte de classe aux Folies Bergère* »). Y découvre un marxisme extra-parlementaire et anti-autoritaire et « [passe] vite et avec plaisir, de *Que faire de Lénine à comment faire sans Rosa Luxemburg* ».

Exilés rebelles

En 1972, c'est peut-être la première traduction en portugais de *Marxisme contre dictature*, accompagnée d'une cargaison des *Cadernos de Circunstância* (revue lusophone d'obédience conseilliste) qu'une équipe, dont est Valadas, fera parvenir clandestinement à Lisbonne... par sous-marin !

À distance des partis et des organisations de l'extrême gauche, Valadas/Reeve publie aux *Cahiers Spartacus*. Il rencontre d'autres exilés rebelles comme lui : le trotskyste vietnamien Ngo Van, l'ancien membre du POUM Francisco Gomez dit « Paco ». Outre-Atlantique, il est reçu par les Mattick. La révolution des Œillets de 1974-1975 lui permet de revenir au Portugal — où il ne se réinstalle pas. Au travers de ses allers-retours (la collection qui accueille le livre porte le beau nom de « *Brûle-Frontières* »), les derniers chapitres offrent une réflexion sur l'exil. Pour Jorge Valadas, « *un chemin choisi* » dans lequel puiser « *éthique et force de vie* ».

Théo Roumier

À lire sur le site



1^{er} Mai à Strasbourg : 250 personnes à la fête du NPA-l'Anticapitaliste!

BD *Le chœur des sardinières, de Leah Touitou et Max Lewko*

Éditions Steinkis, 2025, 144 pages, 20 euros

La grève des sardinières comme si vous y étiez ! Une BD alerte, joyeuse, enthousiasmante, à l'image de la lutte des Penn Sardin !

Pemp real a vo !

Au fil des pages nous sommes invités à suivre la destinée d'une famille caractéristique de cette période : lui, Pêr, pêcheur, individualiste et anticommuniste ; elle, Mona, usinière un peu dépassée, mère de deux enfants, puis de trois, qui voit bien que ça ne va pas ; la fille, Soazig, 10 ans tout juste, qui ne veut pas aller à la friture (la sardinerie) — elle ira quand même ! — ; la grand-mère, Jeanne, qui dit bien qu'il faut être raisonnable — oui mais elle a fait la grève de 1905, victorieuse, pour le salaire horaire !

La grève se profile, ancrée dans l'exaspération, la misère, les mesures vexatoires — chez Béziers on licencie les femmes qui ont chanté « *Saluez, riches heureux !* » —, puis elle éclate, chez Carnaud d'abord, puis s'étend à toutes les sardineries. La grève s'installe, tient par la solidarité populaire du territoire, des marins, des paysans. L'implication du Parti communiste et de la CGT-U en fait un enjeu national. Le patronat de combat ne lâche rien, mais finit, par son intransigeance, par s'aliéner le ministère du Travail, la préfecture, la police. Et la grève est victorieuse !

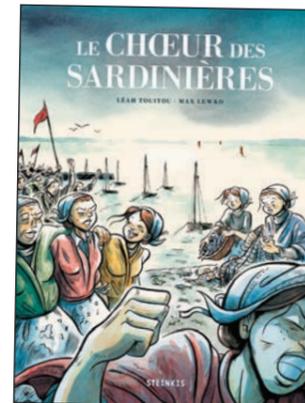
Joséphine Pencalet

Les historienNEs s'accordent pour donner un rôle mineur à Joséphine Pencalet au cours de la grève, mais les auteurices en décident autrement, qui la mettent au centre de la lutte et du basculement de la famille de Mona dans la lutte. Et puis, elle chante, et ce chant a une grande importance dans la grève — elle en a encore dans nos manifesta-

tions, aujourd'hui, qui évoquent la grande grève des sardinières ! La grève victorieuse, la BD suit le parcours de Joséphine jusqu'à son élection au conseil municipal de Douarnenez, le 3 mai 1925. Les femmes n'avaient alors pas le droit de vote mais rien, dans les textes, n'interdisait leur présence sur les listes ! Cette élection est plus qu'un symbole, car elle incarne la continuité entre la lutte ouvrière — une lutte de femmes ! — et l'élection d'une liste plus que dévouée à

la lutte en question. Mais l'ouvrage ne tait pas la désillusion de Joséphine qui, une fois invalidée, est restée communiste dans son cœur mais n'a jamais voté, déçue d'avoir été délaissée par le parti qui était venu la chercher.

Vincent Gibelin



► **Librairie La Brèche**, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

la-breche.com

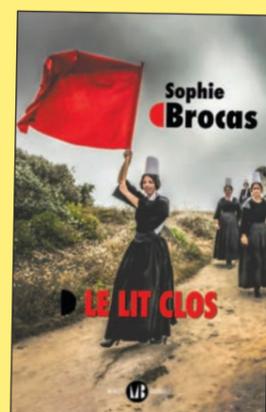
ROMAN *Le lit clos, de Sophie Brocas*

Mialet-Barrault éditeur, 2025, 332 pages, 21 euros.

Le lit clos est un roman basé sur la grève historique des Penn Sardin, et son autrice est préfète. Deux bonnes raisons de lire cet ouvrage et de le faire connaître.

Préfète et romancière

Armée de ces « a priori », j'attendais de Sophie Brocas un point de vue sur la place du préfet du Finistère dans la très célèbre grève des Penn Sardin, largement évoquée dans ces colonnes. De ce point de vue, j'ai été déçu. À aucun moment, l'autrice n'aborde cette question. Déçu



parce que les différents récits de la grève, les rapports de police que l'on y rencontre, semblent attester d'un positionnement pour le moins contrasté de la part du préfet dans le conflit. Comme c'est également ce qui apparaît dans la relation de la grève des mineurs de Decazeville en 1886, je pensais qu'il y avait là un sujet possible, mais Sophie Brocas n'en parle pas. Dommage. Par ailleurs, le point de vue de l'autrice fait écho à des discours anticommunistes élémentaires laissant entendre que les grévistes ont été manipulés par ceux-ci. Dommage.

Une fiction

Le choix de l'autrice est celui de la fiction fondée sur une histoire vraie. Pari difficile mais, dans l'ensemble, on peut dire que cela fonctionne. Une réserve tout de même : la transformation des noms de personnages parfaitement identifiables, tel le maire de Douarnenez ou les dirigeants du Parti communiste, est une curiosité un peu bizarre et, pour tout dire, un peu agaçante. Malgré tout, l'autrice livre, dans

la première partie du roman — la grève — un récit très fidèle à la réalité de la lutte des sardinières. Sur cette toile de fond, elle inscrit une histoire d'amour entre deux jeunes femmes très différentes — l'une, jeune femme catholique d'un milieu très éloigné de la culture ouvrière, représentative de nombre des sardinières de Douarnenez ; l'autre, émancipée, dirigeante spontanée de la lutte. Celle-ci, manifestement inspirée de la véritable Joséphine Pencalet, veuve d'un communiste, avec des enfants, revenant de Paris. Et elle chante ! Elle incarne donc, à bien des égards, une spécificité de l'histoire des Penn Sardin.

Dans la deuxième partie du livre, après la grève, les deux héroïnes suivent des parcours très différents. Et l'autrice nous livre en parallèle, via leurs journaux, leurs histoires respectives, poursuivant des idéaux de vie très éloignés, supposés incarner les rêves des jeunes femmes du début de 20^e siècle. Elles sont, bien entendu, amenées à se croiser encore...
Vincent Gibelin

Vie du NPA l'Anticapitaliste

TOULOUSE De la jeunesse du quotidien Rouge à celle d'aujourd'hui

Coup double le 29 avril pour Olivier Besancenot. Il a présenté à Toulouse le film « *Rouge, la couleur qui annonce le journal* » au cinéma *Utopia Borderouge* et son livre aux *Jeunesses anticapitalistes*.

À l'occasion de sa venue en terre toulousaine, le camarade Olivier est passé par le local du NPA d'Haute-Garonne afin d'échanger sur son nouveau livre *En finir avec les présidents*, invité par les Jeunesses Anticapitalistes de Toulouse.

Le présidentielisme en question

En période de mobilisation étudiante contre les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur orchestrées par le gouvernement Bayrou, et pour le boycott universitaire des universités israéliennes, il a été rappelé les différentes luttes de la jeunesse et leur poids dans les mobilisations sociales depuis mai 68. Le combat contre la réforme des retraites balayé à coup de 49-3, la victoire du Nouveau Front populaire niée par la nomination de Michel Barnier ont permis de réfléchir sur le danger du présidentielisme et de questionner un nouveau

système politique pour une démocratie réelle et directe. Des mobilisations locales à la perspective d'union de la gauche, en passant par les expériences de démocraties directes au fil de l'histoire au niveau international, de nombreux sujets ont pu être évoqués, faisant naître des débats enrichissants et prometteurs pour la nouvelle génération !

Souvenirs, émotion et avenir

Le soir, Olivier était accueilli au cinéma *Utopia Borderouge*, lieu important du militantisme toulousain, pour une projection-débat autour du film *Rouge, la couleur qui annonce le journal*. En introduction, la porte-parole du collectif « *Vérité et Justice pour Bilal* » a fait un compte rendu sur la mort de Bilal à Toulouse dans des circonstances impliquant la police municipale. L'enquête patine. Le Collectif demande que toute la lumière soit faite. Un débat a suivi la

projection, avec des interventions tournant autour de l'histoire extraordinaire de *Rouge quotidien*.

La place des femmes, la séparation entre travail manuel et intellectuel, les espoirs et les déceptions de toute une période, tout a été sujet à débat. Un moment fort : un camarade dans la salle a raconté sa propre participation à l'aventure, avec plein d'émotion. Les interventions de notre porte-parole Pauline Salingue, du camarade Lucien, qui a pu témoigner sur cette période, et d'Olivier Besancenot ont été applaudies. Bien évidemment, nous avons parlé de l'acquisition de Rotographie, des besoins de financement pour les travaux et de la souscription. Olivier a encore une fois ému et motivé l'assistance. C'était une soirée qui donne la pêche pour militer et continuer la lutte.

CorrespondantEs

IMPÉRIALISME Il y a 80 ans, l'autre 8 mai 1945 : un massacre colonial de masse en Algérie

En 1942, le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord relance le nationalisme en Algérie. Dès 1944, un mouvement de masse unifie tous ses courants : les AML (Amis du manifeste et de la liberté, en référence au Manifeste du peuple algérien qui réclame l'indépendance). Mais la minorité européenne refuse toute remise en cause de l'ordre colonial. Les autorités craignent des révoltes et s'y préparent. Le 25 avril 1945, la déportation à Brazzaville de Messali Hadj, leader de la principale force militante, le Parti du peuple algérien (PPA) « prépare l'incendie » (Mohamed Harbi). Le 1^{er} Mai 1945, le PPA et les AML organisent dans toute l'Algérie des défilés distincts de ceux du PC et de la CGT, avec pour mots d'ordre « Libérez Messali » et « Algérie indépendante ». Le drapeau algérien, rigoureusement interdit, est arboré pour la première fois. À Alger et Oran, la police tire et tue dans les cortèges. De très nombreux militantEs des AML et du PPA sont arrêtés.

Les célébrations du 8 Mai 1945 sont le rendez-vous suivant pour les nationalistes qui prévoient de s'y faire entendre. Elles se dérouleront dans toutes les villes d'Algérie sans violences majeures, sauf dans le Nord-Constantinois.

Deux vastes zones sont concernées de part et d'autre de Constantine, autour de Sétif à l'ouest et de Guelma à l'est. Les scénarios, acteurs et chronologies sont différentes, mais la brutalité extrême de la répression est la même. Comme lors de la conquête du pays après 1830, puis de toutes les révoltes algériennes, la France pratique la « pacification » par la terreur, selon le principe de la responsabilité collective des « indigènes ».

À Sétif

À Sétif, « capitale » du nationalisme algérien, le cortège « musulman » a été soigneusement préparé par les AML et le PPA : il suivra le défilé des EuropéenNes et la consigne impérative est qu'il soit pacifique. Des fouilles sont opérées pour cela. Les mots d'ordre sont les mêmes qu'au 1^{er} Mai. Le drapeau algérien doit être brandi. Le cortège s'élance à 8 h 30 de la mosquée, dans un ordre impressionnant : 200 scouts musulmans en tête, suivis d'une gerbe et des drapeaux des Alliés destinés au monument aux morts, puis 6 000 à 7 000 personnes. Le drapeau algérien est brandi par un jeune homme. À l'entrée, dans la ville européenne, le cortège est stoppé à 9 h 15 par la police qui exige le retrait des banderoles et du drapeau. Un jeune homme de 26 ans, Bouzid Saâl, s'empare du drapeau tombé à terre et est abattu par le commissaire Olivieri. Des tirs provenant de policiers, mais

Fabrice Riceputi, militant syndical et auteur de plusieurs livres, revient pour nous sur le 8 mai 1945, l'autre, celui de l'Algérie.



Sétif, le 8 mai 1945. DR

aussi des balcons de la ville européenne, provoquent la panique et font une vingtaine de morts algériens. Les manifestantEs refluent vers le marché où se trouvent de nombreux ruraux. C'est l'explosion de colère et de haine accumulée à l'encontre des colons européens, dont 21 sont tués. Dans les campagnes, une véritable insurrection se produit ensuite, jusqu'en Petite Kabylie et notamment à Kherrata : barrages routiers, sabotages, attaques de fermes coloniales, nouveaux meurtres d'EuropéenNes, essentiellement à l'arme blanche. Le nombre des insurgéEs est estimé à 40 000. Au total, l'insurrection qui dure jusqu'au 12 mai fait dans la région de Sétif 90 morts européens.

À Sétif, le nombre des insurgéEs est estimé à 40 000. Au total, l'insurrection qui dure jusqu'au 12 mai fait dans la région de Sétif 90 morts européens

La répression

C'est une véritable opération de guerre contre des civils pour la plupart désarmés qui est menée quasi exclusivement par l'armée, sous la direction du général Duval et sur ordre de De Gaulle. Le 11 mai, le chef du gouvernement a envoyé un télégramme laconique : « Veuillez prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer tous agissements antifrançais d'une minorité d'agitateurs. » Un communiqué du gouvernement général, le 10 mai, indiquait depuis Alger que « des éléments troubles, d'inspiration hitlérienne, se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation de l'Allemagne nazie. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre et les autorités prennent toutes décisions utiles pour assurer la sécurité et réprimer les tentatives de désordre. »

2 000 soldats « pacifiant » la région par la terreur. Des automitrailleuses fauchent à l'aveuglette. L'aviation, appelée au Maroc et en Tunisie, mitraille et bombarde. 41 tonnes de bombes sont lâchées sur les villages insurgés. Les canons du navire croiseur Duguay-Trouin tirent onze fois sur la côte. L'artillerie tire 858 obus. Les cadavres sont laissés sur les routes. À Kherrata, des centaines de corps sont jetés dans les gorges. Des milices européennes se joignent aux tueries dans plusieurs localités de la région jusqu'au 24 mai.

À Guelma

À Guelma, AML et PPA sont très implantés. Le 8 mai, leur défilé démarre à 17 heures, dans l'ignorance de ce qu'il se passe à Sétif. Défilent environ 1 500 Algériens, surtout de jeunes citoyens ainsi que des ruraux venus au souk, avec la même organisation qu'à Sétif. À 500 m du monument aux morts où il doit s'achever, le cortège est arrêté par le sous-préfet Achiary, ancien commissaire de police de Vichy, tortionnaire, désormais gaulliste. À la suite d'une bousculade, des tirs policiers font un mort. La manifestation prend fin dès 18 heures. Ici, pas d'émeute meurtrière comme à Sétif, aucune victime européenne. La répression est pourtant d'une extrême violence. Un couvre-feu est instauré et des rafles commencent dans la ville. Elles sont opérées ici par une milice européenne formée et armée par Achiary, avec la police et la gendarmerie pour auxiliaires. Elle compte près de 300 Européens, de toutes opinions politiques et professions. Une prétendue « Cour martiale » fait fusiller à tour de bras. Du 9 mai au 26 juin, 13% de la population masculine de la ville est tuée. Pour 80%, sur la base de leur appartenance politique, aux Scouts musulmans, aux AML, à la CGT. Pour empêcher toute enquête, les charniers seront rouverts et 600 corps sont brûlés dans les fours à chaux d'un colon à Héliopolis.

Aux alentours de Guelma, dès le 9 mai, ce sont les raids aériens qui provoquent une insurrection dans les campagnes jusqu'au

Les autorités françaises avouèrent 1165 morts « musulmans ». La fourchette admise par nombre d'historiens est de 15 à 30 000 morts

11 mai. L'armée procède ensuite à ce qu'elle appelle le « nettoyage » des massifs où se réfugient les tribus, comme dans la région de Sétif.

Combien de morts algériens ?

Seul le nombre de morts « européens » est connu avec précision : 102. Comme dans tous les massacres coloniaux, le nombre de victimes « indigènes » reste impossible à établir avec précision. La dissimulation ou la destruction des corps des colonisés fut aisée. S'y ajoute le fait que les tribus bombardées n'ont pas déclaré leurs morts aux autorités françaises. Ces dernières avouèrent 1165 morts « musulmans ». La fourchette admise par nombre d'historiens est de 15 à 30 000 morts.

En France, la dimension coloniale des événements est bien sûr niée. Un « complot » insurrectionnel d'obédience « hitlérienne » est inventé par le gouvernement dirigé par De Gaulle pour justifier la répression, y compris dans la presse du PCF. De spectaculaires cérémonies d'humiliation collective sont ensuite organisées. Les tribus rassemblées doivent expier publiquement leur faute, demander pardon et jurer loyauté à la France.

Un point de non-retour

L'historien Mohamed Harbi a écrit que « la guerre d'Algérie a commencé à Sétif ». Beaucoup d'Algériens et d'Algériennes comprennent en effet alors que leur libération du colonialisme ne pourra advenir que par la lutte armée. Le général Duval, qui commandait la répression, indique au gouvernement français : « je vous ai donné la paix pour dix ans ». C'est neuf ans plus tard seulement que le FLN commence la guerre d'indépendance algérienne.

Fabrice Riceputi

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/Lanticapitaliste1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste

la revue

Le n°165 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-
Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org